

# LETTRE FLASH N° 112

15 MAI 2025

## APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE

### Gaza : Faire appliquer le droit international et protéger la population palestinienne

La protection du peuple palestinien est une urgence absolue, tant à Gaza où après quelques semaines de suspension les massacres de masse ont repris, qu'en Cisjordanie - y compris Jérusalem-Est - où, en quinze mois, plus de 1400 attaques ont eu lieu.

Depuis le début du mois de mars dernier, le monde est horrifié par la violence des attaques à Gaza, par le cynisme et la cruauté du projet du gouvernement Nétanyahou, avec le soutien affirmé de D. Trump. Depuis deux mois, toute aide humanitaire (ONG mais aussi ONU) est bloquée : soins, nourriture, eau. La population de Gaza meurt de faim et de soif. Même le passage du gasoil nécessaire au fonctionnement des hôpitaux est aujourd'hui bloqué. Selon l'Unicef, 15 613 enfants sont décédés depuis le début du conflit, et près de 35 000 sont blessés. Gaza manque cruellement de soins.

Rien ne peut justifier cette situation. L'ONU a reconnu depuis plus d'un an déjà le risque de génocide à Gaza, la Cour Internationale de Justice, qui juge les États, poursuit Israël, la Cour pénale internationale, a émis un mandat d'arrêt international contre trois dirigeants (le Premier ministre israélien, l'un de ses anciens ministres et un leader du Hamas). C'est l'application du droit international qui doit garantir dès maintenant la protection du peuple palestinien en lui permettant de vivre enfin en paix et en sécurité sur ses territoires. Le SNESUP-FSU appelle pour cela à la reconnaissance de l'État palestinien par la France. Le gouvernement français doit sortir des postures et des incantations, intervenir avec détermination pour l'ouverture sans délai des couloirs humanitaires et agir pour un cessez-le-feu immédiat.

Le SNESUP-FSU soutient les manifestations israéliennes contre la politique de Netanyahou et de son gouvernement. Il soutient avec la FSU l'initiative de l'[Appel de Paris](#) et appelle à participer aux manifestations unitaires pour une paix juste et durable organisées partout en France entre le 15 et le 18 mai.

Pour l'enseignement supérieur et la recherche, le SNESUP-FSU appelle le gouvernement à tout mettre en œuvre pour évacuer et accueillir les collègues palestinien-es, et à cesser les coopérations académiques susceptibles de contribuer aux violations des droits à l'éducation et des droits humains.

Il est urgent de faire avancer la paix. Il faut plus que des mots.

Vote : à l'unanimité